

Ce sont 50.000 balles
de laine qui pourrissent
maintenant sur les
quais de Dunkerque.

LA COMMISSION DE REVISION SE REFUSE A FORMULER UN AVIS SUR LE CAS LENOIR

EXCELSIOR

10^e Année. — N° 3.230. — 15 centimes. — Étranger : 20 centimes.
Pierre Lafitte, fondateur.

« Le plus court croquis m'en dit plus long qu'un long rapport. » — NAPOLÉON
Téléphone : Gutenberg 02-73 - 02-75 - 15.00. — Adresse télégr. : Excel-Paris.

MERCREDI

24

SEPTEMBRE

1919

L'intérêt personnel
n'est que la prolongation
de l'animalité.

L'humanité ne com-
mence dans l'homme
qu'avec le désintéresse-
ment.

AMIEL.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE A PASSÉ DEUX JOURS DANS L'EST DÉVASTÉ A LONGWY, ÉTAPE PRINCIPALE DE LA PREMIÈRE JOURNÉE : DIMANCHE 21 SEPTEMBRE



LE MAIRE REÇOIT M. POINCARÉ A LA GARE. — LES DISCOURS DEVANT LE MONUMENT AUX MORTS. — ARRIVÉE DU CORTÈGE PLACE DE L'HOTEL-DE-VILLE. — REMISE DE LA LÉGION D'HONNEUR A LA VILLE



LA FOULE MASSÉE DEVANT L'ESTRADE OFFICIELLE. — LE DISCOURS DU MINISTRE LEBRUN. — DES FLEURS AU COLONEL DARCHÉ, DÉFENSEUR DE LONGWY. — LA VISITE AUX ACIÉRIES DU MONT SAINT-MARTIN

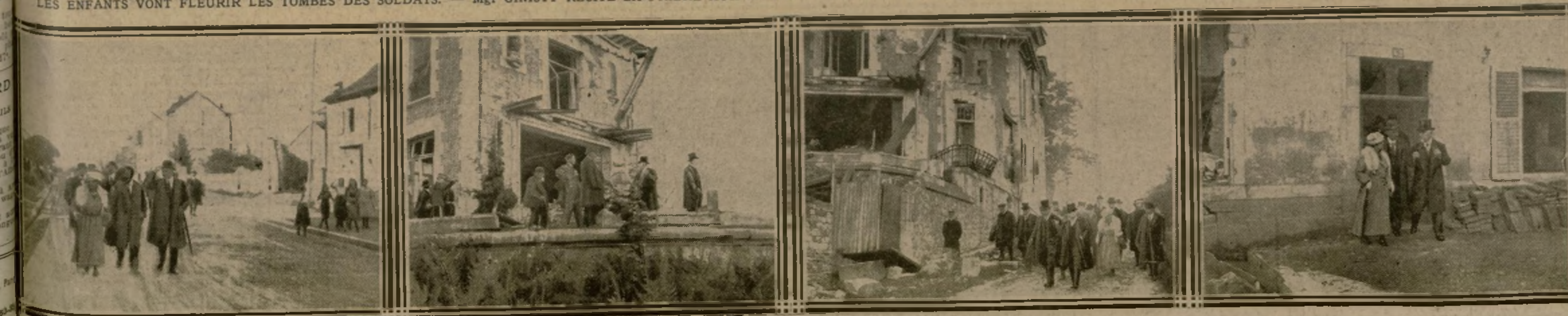
A ST-MIHIEL, AU BOIS D'AILLY, A SAMPIGNY, SECONDE JOURNÉE : LUNDI 22 SEPTEMBRE



LA TRAVERSÉE DU PONT DE SAINT-MIHIEL. — M^{me} POINCARÉ SIGNE LE PROCÈS-VERBAL. — LE GÉNÉRAL HARTS REÇOIT UNE PLAQUETTE. — LE CORTÈGE QUITTE LA PLACE DES HALLES



LES ENFANTS VONT FLEURIR LES TOMBES DES SOLDATS. — Mgr GINISTY RÉCITE LA PRIÈRE AUX MORTS. — LES DISCOURS AU MONUMENT DU BOIS D'AILLY. — LE MONUMENT ET L'OSSUAIRE DU BOIS D'AILLY



ARRIVÉE DE M. ET M^{me} POINCARÉ A SAMPIGNY. — SUR LA TERRASSE DU "CLOS SAMPIGNY". — LE PRÉSIDENT QUITTE LES RUINES DE SA MAISON. — LA MAISON DE SAMPIGNY RÉSERVÉE A LA MAISON MILITAIRE
M. Poincaré vient de parcourir la Meuse et la Meurthe-et-Moselle. Notre envoyé spécial a fixé les étapes
principales de ce voyage. On voit notamment, ici, le colonel Darche, qui fut l'héroïque défenseur de Longwy ;
M^{me} Poincaré signant, à Saint-Mihiel, le procès-verbal de la pose de la première pierre du monument com-
mémoratif de la fraternité d'armes franco-américaine; le général Harts, chef d'état-major du général
Pershing, recevant une plaquette-souvenir de la prise de Saint-Mihiel; enfin, les photographies de la visite
de M. Poincaré à la maison qu'il possédait à Sampigny, dans la Meuse, et que les Allemands ont détruite.

AU VESTIAIRE DE L'HISTOIRE

LES TENUES
DE NOS SOLDATS
DEPUIS L'EMPIRE

Le fameux pantalon rouge fut adopté en 1828 et substitué au pantalon gris fer, alors en usage, dans l'unique but de relever la culture de la garance, qui périssait dans le Midi.

Seule, avant la guerre, la France avait gardé ses anciens uniformes, gais, seyants et pittoresques.

Donc, le pantalon rouge est définitivement condamné. Et, avec lui, disparaissent toutes les anciennes tenues qui, à travers des alternatives de victoires et de défaites, étaient restées populaires jusqu'en août 1914. Nous ne reverrons plus la culotte bouffante des zouaves, ni le pantalon rouge à bande bleue des hussards, ni les formes hautes affectant, selon les armes, des formes si différentes. Déjà, pendant les dernières années qui ont précédé la guerre, nous avions vu remiser au magasin des accessoires héroïques les gilets, les pompons, les épaulettes, ces épaulettes si ardemment convoitées quand elles étaient d'acier, et si dédaignées quand elles étaient d'or.

Qu'on ne croie point que ces petits changements, sans doute rendus nécessaires, aient rien de bien nouveau. A toutes les époques, l'uniforme militaire, soit pour des raisons d'ordre pratique, comme ce fut le cas depuis 1914, soit pour des raisons d'ordre politique ou sentimental.

LES CAMPAGNES D'AFRIQUE

Les campagnes d'Afrique, qui vinrent ensuite, ne furent pas sans apporter dans la tenue militaire certains changements d'importance qui exigèrent le climat des contrées nouvelles où bataillaient nos soldats. C'est ainsi que l'habit à pans fut remplacé par la tunique à jupe, que le lourd et peu pratique shako fut abandonné pour le képi, qui, lui-même, changea de forme et de couleur, s'effaçant devant l'orientale chéchia.

LA TENUE DE COULEUR SOMBRE

Seuls, les chefs de l'armée allemande, au lendemain de la guerre contre l'Autriche, en 1866, avaient compris la nécessité d'une tenue nouvelle. Ils sentaient le besoin de doter la troupe d'une tenue qui leur permit de se distinguer de l'ennemi. La guerre de 1870-1871 allait encore renforcer cette opinion du grand état-major allemand. Elle fit pour toutes les armées d'Allemagne l'adoption de cet uniforme de campagne gris fer, sans toutefois renoncer à une tenue d'apparat un peu moins sombre.

Puis, par esprit de tradition ou par crainte de soulever dans des troupes trop loyales pour être rebelle, la guerre, la France, malgré les leçons de la guerre, garda ses anciens uniformes, gais, pittoresques, mais combien trop voyants en regard aux méthodes et aux ressources de la guerre moderne, nous devions l'apprendre à nos dépens.

L'ORIGINE DU PANTALON ROUGE

Mais cet ancien uniforme, que nous aimons et que nous ne voyons pas s'en aller sans une pointe de mélancolie, n'aurait pas été, pourtant, qu'il fut plus particulièrement national qu'un autre. Ainsi, le pantalon rouge, le fameux pantalon rouge, vers lequel vont les regards les plus vifs des administrateurs de nos vieux uniformes, ce pantalon garance tant pris de nos aïeux, a une origine parfaitement matérielle et industrielle. Il fut adopté en 1828 et substitué au pantalon gris fer, alors en usage, dans l'unique but de relever la culture de la garance, qui périssait dans le Midi. Il s'agissait de trouver un débouché à l'emploi de cette plante tinctoriale. On donna l'ordre de teindre en garance le pantalon de troupe.

Le pantalon rouge était né. Il vint de mourir à l'âge de quatre-vingt-un ans, et, tout compte fait, les regrets d'ordre sentimental qui accompagnaient sa fin ne sauraient prévaloir contre les justes motifs de sa condamnation.

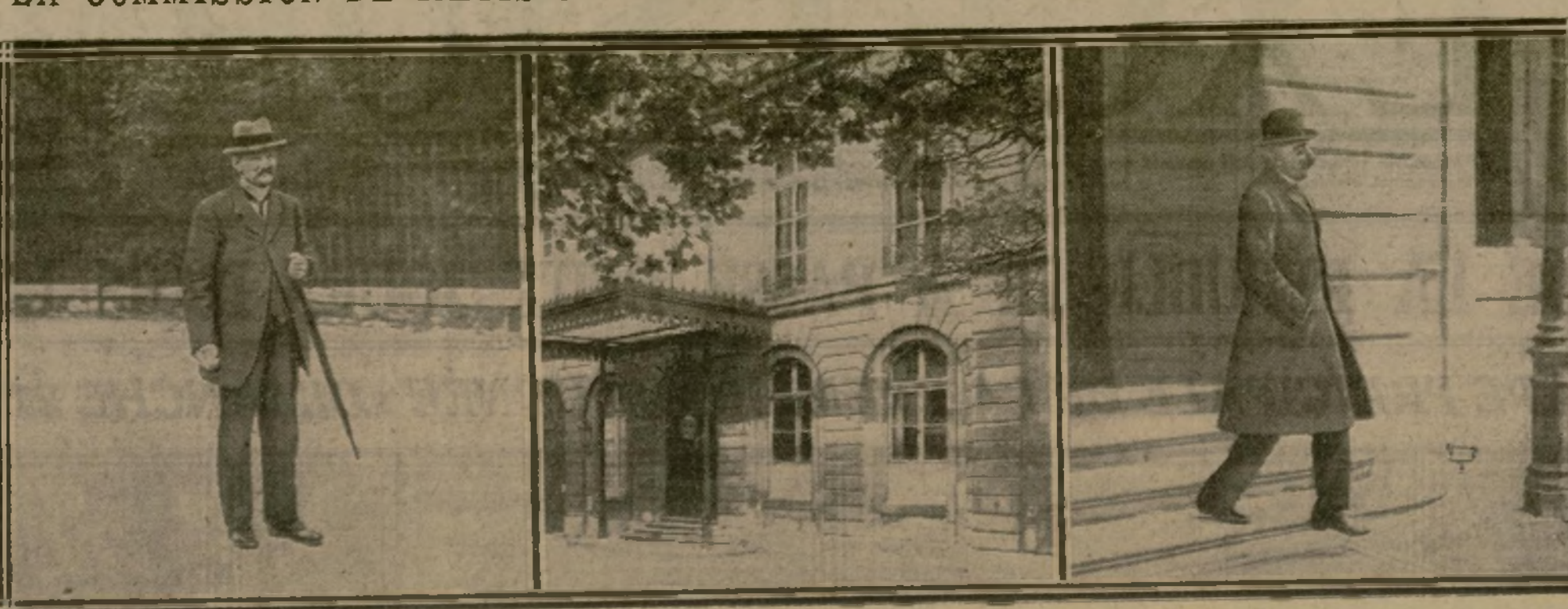
DANS LES RÉGIONS DÉVASTÉES

La commission allemande des réparations s'y rend aujourd'hui pour examiner les travaux à effectuer.

Les membres de la délégation alliée des mines et des réparations sont partis, hier matin, avec douze membres de la commission allemande, pour se rendre dans les régions dévastées de Douai et d'Arras, afin de visiter les mines et les travaux à y effectuer.

Les principaux délégués allemands sont MM. Pfeiffer, Carpiński et le docteur Rompp. Le voyage dans le Nord a été entrepris dans le but de permettre aux Allemands de se rendre compte sur place de l'importance des travaux à effectuer dans les régions dévastées. Les Alliés, en effet, disposés à ne rien négliger pour que le déblaiement et la réfection des puits soient accomplis dans le plus bref délai.

LA COMMISSION DE REVISION DU PROCÈS LENOIR S'EST RÉUNIE HIER MATIN



LE PRÉSIDENT SELIGMAN SORTANT DE LA SÉANCE. — LE PAVILLON DU MINISTÈRE DE LA JUSTICE OÙ A SIÉGÉ LA COMMISSION. — M. IGNACE APRÈS SON ENTRETIEN AVEC M. MAIL.

AU PALAIS-BOURBON

LA DIX-SEPTIÈME SÉANCE
DE LA DISCUSSION DU TRAITÉ
A EU LIEU HIER À LA CHAMBRE

M. Louis Marin, poursuivant ses critiques, regrette l'insuffisance des avantages que recueille la France victorieuse.

M. Louis Marin, député de Meurthe-et-Moselle, a achevé hier, à la Chambre, son discours sur le traité de paix. A la commission de la paix, dont il fait partie, M. Louis Marin est l'un des deux députés qui ont voté contre la ratification du traité de Versailles. Son discours a donc été surtout une série de critiques.

Sur les clauses financières du traité, le député de Meurthe-et-Moselle a protesté, notamment contre ce qu'il a appelé « la façon de faire des comptes » de M. Klotz, ministre des Finances. D'après M. Marin, le ministre des Finances ne nous verserait pas 150 milliards, comme il a été dit, mais seulement 200 milliards. Les 263 milliards restant représenteraient des amortissements et des intérêts.

Cette question des intérêts et leur taux ont d'ailleurs fait l'objet d'une controverse assez vive entre M. Louis Marin et M. Louchet, ministre de la Reconstruction industrielle.

M. André Lefèvre a posé, d'autre part, au gouvernement, une question précise : — Est-il votre connaissance, a-t-il demandé, que des sommes quelconques aient été inscrites au budget de l'Empire allemand pour acheter les matières premières qui nous sont destinées ? Si oui, cette discussion est utile. Si non, le gouvernement allemand ne pourra nous livrer aucune matière.

M. Louchet a répondu : — Je ne connais pas le budget allemand, mais le gouvernement allemand a commencé à livrer le charbon à raison de 15.000 tonnes par jour. L'Espagne a livré 50.000 tonnes par jour en novembre. Le gouvernement allemand a pris aussi des mesures pour livrer d'autres matières premières.

LES SACRIFICES DE LA FRANCE

En regard des avantages que nous donne le traité, M. Louis Marin a montré l'étendue des sacrifices de la France :

— Sans l'armée française, a-t-il dit, qui serait donc devenue la police du monde ? Quant nous aurons la paix, nous aurons gagné, à la guerre, l'Angleterre, l'Amérique et le Japon, mais nous regardons la part qui nous est faite, l'opinion publique se demande si c'est nous qui sommes les vainqueurs.

On nous a donné les chiffres des pertes françaises. Mais il faut aussi indiquer la façon dont les pertes ont été couvertes. Beaucoup de blessés sont retournés au front. On nous a donné leur vie ; ils ne l'avaient pas, mais ils ont donné leur vie à la liberté du monde.

Cette partie du discours de M. Louis Marin a été chaleureusement applaudie.

Plus loin, le député de Nancy soulève qu'à tout propos, à la Conférence de la paix, les demandes de M. Clemenceau furent éludées :

— Même, dit-il, en ce qui concerne l'assassinat du sergent Mathis.

M. Clemenceau proteste : — C'est une erreur, proteste M. Clemenceau. Nous avons reçu toutes les satisfactions que nous avons demandées. L'assassinat avait été vengé par un particulier et non par l'État allemand.

C'est une erreur !

M. Louis Barthou intervient : — Vous avez demandé que le million fût versé à la Croix-Rouge française, dit-il au président du Conseil, et le versement n'a-t-il pas été fait ? La Croix-Rouge internationale, le comité de l'Allemagne se trouverait en mesure de récupérer ainsi une partie de l'argent qu'il a dépensé.

En lieu, effectif, dit M. Clemenceau, la Croix-Rouge française. Il a été versé, et à la Croix-Rouge française.

De vifs applaudissements soulignent la réponse du président du Conseil.

La discussion continuera cet après-midi.

Le matin, sous la présidence de M. Groussier, la Chambre avait abordé l'examen du projet approuvant la convention passée entre le ministre des Travaux publics et la Compagnie des chemins de fer du Sud.

Combattu par M. Maurice Sibille, soutenu par M. Fourment, rapporteur et par le ministre des Travaux publics, le projet avait été, finalement, renvoyé à la commission.

A signaler, à ce sujet, l'explicable disparition, sur la table où il avait été placé, du dossier apporté par M. Maurice Sibille, et relatif à la convention en discussion. Le député de la Loire-Inférieure montra d'ailleurs, par son discours, qu'il possédait fort bien son dossier et pouvait aisément s'en passer. — Léopold Blond.

REPRESENTANT

PRÉPARATION RAPIDE

ÉCOLE PIGIER, Rue de Valenciennes, 53, Paris.

AU 4^e JOUR DU SURSIS D'EXÉCUTIONLA COMMISSION DE REVISION NE POURRA
STATUER QU'APRÈS LES CONFRONTATIONS
RÉCLAMÉES PAR PIERRE LENOIR

Le procureur général près la Cour de justice va être saisi de l'affaire, puis en saisira M. Dubost, président de la Haute Cour.

La commission de révision a tenu, hier matin, au ministère de la Justice, une seconde réunion, sous la présidence de M. Seligman, conseiller à la Cour de cassation. La délibération a duré de 9 heures 1/2 à midi. Les magistrats se sont ensuite rendus auprès de M. Nail, ministre de la Justice, pour lui communiquer le résultat de leurs travaux. A midi et demi, M. Ignace, sous-secrétaire d'État à la Justice militaire, s'est également rendu auprès de M. Nail, dans le cabinet duquel il a été aussitôt introduit.

Après une conférence qui a duré un quart d'heure et à laquelle assistaient, outre MM. Nail et Ignace, M. Seligman, président de la commission, on apprenait que la commission se refusait à se prononcer tant que les déclarations faites au commandant Abert, par Pierre Lenoir, n'auraient pas été renouvelées par le condamné aux membres de la commission d'instruction de la Haute Cour. La commission de révision jugerait également impossible de donner son avis avant les confrontations qui ont été demandées par Lenoir et auxquelles il est maintenant indispensable de procéder.

A 1 heure, le ministre de la Justice communiquait la note suivante : — La commission de révision s'est réunie de nouveau ce matin, à la chancellerie. A la fin de la délibération, son président, M. Seligman, s'est rendu au cabinet du garde des Sceaux, et lui a fait connaître l'avis de la commission.

La commission estime que les diverses obligations de Lenoir se rattachent à une affaire en cours, qu'elles n'ont été l'objet d'aucune mesure de vérification ou d'instruction, et que, notamment, il n'a pas été procédé aux confrontations réclamées par Lenoir.

Néanmoins, par compétence pour ordonner ces apurement ou y procéder, la commission a dit ne pouvoir, en l'état, formuler l'avis qui lui a été demandé par le garde des Sceaux.

S'inspirant des motifs de cette décision, M. Louis Nail renvoie dès aujourd'hui à la justice militaire le dossier de l'affaire Lenoir.

Il a conféré avec M. Edouard Ignace, sous-secrétaire d'État à la Justice militaire, qui va examiner s'il y a lieu de saisir le procureur général près la Haute Cour.

La décision de la commission est, on le voit, ajournée. Il reste maintenant à suivre

la procédure indiquée pour qu'elle puisse se prononcer en toute connaissance de cause. M. Ignace a décidé de saisir le procureur général de la Haute Cour. M. Lescaudré, celui-ci rédigera des réquisitions tendant à ce que Pierre Lenoir soit entendu par un commissaire de la Cour de justice, puis confronté avec M. Joseph Caillaux. Ces réquisitions seront adressées à M. Antonin Dubost, président de la Haute Cour, à qui il appartient de se prononcer sur les questions posées par le procureur général.

Le président de la Haute-Cour déléguera ses pouvoirs à M. Pères, rapporteur général de la commission d'instruction, pour recevoir les déclarations de Pierre Lenoir et procéder aux confrontations réclamées par le condamné.

Ces formalités pourraient être accomplies assez rapidement, et il paraît possible que Lenoir soit appelé à la fin de la semaine à fournir au rapporteur de la commission d'instruction les renseignements qu'il déclare posséder sur les affaires en cours.

Une fois en possession des résultats de cette audition et de cette confrontation, la commission de révision se réunira de nouveau, et, alors seulement, elle pourra dire si, oui ou non, il y a lieu à révision.

On s'attend généralement à ce que cet avis soit négatif.

M^e DE MOÏÈNES A BON ESPoir

M^e de Moïènes, après avoir pris connaissance de la décision de la commission, a fait les déclarations suivantes :

La solution que vous m'annoncez est logique ; c'est la reconnaissance du bien-fondé de mes réquisitions. J'en suis infiniment satisfait. J'ai toujours considéré qu'une décision définitive ne pouvait être prise, en ce qui concerne mon client, qu'après le jour où l'affaire Caillaux aurait été tranchée, et où il serait certain qu'aucun élément d'appréciation ne ferait plus défaut.

J'avais d'ailleurs sollicité pendant tout le cours de l'instruction militaire ce qui aujourd'hui m'est accordé, au dernier moment, je puis le dire. J'aurais préféré la révision immédiate, mais je considère l'avis fourni par la commission comme un achèvement rationnel vers la vérité.

L'état de santé du condamné à mort demeure toujours inquiétant. L'administration de la prison de la Santé, elle-même, a provoqué un examen médical, et M^e Auviolat, secrétaire de M^e de Moïènes, s'est vu obligé d'abréger la visite qu'il a faite à Pierre Lenoir.

Après lecture du rapport moral, M. Charles Laurent, secrétaire général de la Fédération des fonctionnaires, résuma les démarches faites par la Fédération pour obtenir le relèvement des traitements.

M. Ferdinand Buisson, qui fut délégué par la Fédération au récent congrès de l'enseignement tenu à Milwaukee (États-Unis), vint exposer les résultats de sa mission. Il fut décidé de créer un accord international en vue de fixer les bases d'une éducation générale de la jeunesse conforme aux principes de la Société des Nations. L'assemblée demanda d'entendre ce principe à toutes les nations, sans exception.

M. Ferdinand Buisson, qui fut délégué par la Fédération au récent congrès de l'enseignement tenu à Milwaukee (États-Unis), vint exposer les résultats de sa mission. Il fut décidé de créer un accord international en vue de fixer les bases d'une éducation générale de la jeunesse conforme aux principes de la Société des Nations. L'assemblée demanda d'entendre ce principe à toutes les nations, sans exception.

Après-midi, on entendit de nombreux orateurs. Diverses propositions de la commission permanente furent adoptées, notamment en ce qui concerne les traitements, l'indemnité de résidence et de logement.

La question de collaboration entre le personnel et l'administration amena une vive discussion. En définitive, on adopta le principe de la participation du personnel à la direction.

Le rapport financier de M. Cadalin, trésorier, fut adopté avec félicitations, ainsi que celui de Mme Grimmer, commissaire aux comptes.

Mme Delchambre fit un exposé documenté sur le sort des instituteurs dans les régions libérées.

Puis, l'heure s'avancant, l'assemblée, éclaircie, vota une subvention de 1.000 francs pour les membres frappés de sanctions administratives pour délits d'opinion. Le principe de l'ouverture d'une souscription auprès de tout le personnel fut adopté.

Et cette première journée se termina sur les déclarations d'un délégué du Sénégal, venu protester contre l'inégalité de traitement dont souffrent les instituteurs indigènes.

Aujourd'hui viendra en discussion la transformation de la Fédération en syndicat, avec adhésion à la C. G. T. Tout fait présager que cette décision sera adoptée. La Fédération des fonctionnaires proposera à ce sujet que la Fédération des fonctionnaires soit entièrement unie dans le cadre de la C. G. T., qui serait disposée à l'accepter dans son sein.

L'EFFARANT GASPILLAGE

50.000 BALLES DE LAINE
POURRISSENT À L'ABANDON
SUR LES QAIS DE DUNKERQUE

Depuis la prise des clichés qu'Excelsior publiait hier, la quantité de laine perdue a considérablement augmenté.

Le 23 septembre. (De notre correspondant particulier.) — Les photographies parues ce matin à la première page d'Excelsior et représentant les quais de Dunkerque encombrés de balles de laine en train de pourrir ont fait sensation, ici et dans toute la région. Elles sont, en effet, la reproduction d'un fait d'actualité, dont la reproduction même est digne de la plus haute estime. Les réquisitions seront adressées à M. Antonin Dubost, président de la Haute Cour, à qui il appartient de se prononcer sur les questions posées par le procureur général.

Le président de la Haute-Cour déléguera ses pouvoirs à M. Pères, rapporteur général de la commission d'instruction, pour recevoir les déclarations de Pierre Lenoir et procéder aux confrontations réclamées par le condamné.

Ces formalités pourraient être accomplies assez rapidement, et il paraît possible que Lenoir soit appelé à la fin de la semaine à fournir au rapporteur de la commission d'instruction les renseignements qu'il déclare posséder sur les affaires en cours.

Une fois en possession des résultats de cette audition et de cette confrontation, la commission de révision se réunira de nouveau, et, alors seulement, elle pourra dire si, oui ou non, il y a lieu à révision.

On s'attend généralement à ce que cet avis soit négatif.

M^e de Moïènes, après avoir pris connaissance de la décision de la commission, a fait les déclarations suivantes :

La solution que vous m'annoncez est logique ; c'est la reconnaissance du bien-fondé de mes réquisitions. J'en suis infiniment satisfait. J'ai toujours considéré qu'une décision définitive ne pouvait être prise, en ce qui concerne mon client, qu'après le jour où l'affaire Caillaux aurait été tranchée, et où il serait certain qu'aucun élément d'appréciation ne ferait plus défaut.

J'avais d'ailleurs sollicité pendant tout le cours de l'instruction militaire ce qui aujourd'hui m'est accordé, au dernier moment, je puis le dire. J'aurais préféré la révision immédiate, mais je considère l'avis fourni par la commission comme un achèvement rationnel vers la vérité.

L'état de santé du condamné à mort demeure toujours inquiétant. L'administration de la prison de la Santé, elle-même, a provoqué un examen médical, et M^e Auviolat, secrétaire de M^e de Moïènes, s'est vu obligé d'abréger la visite qu'il a faite à Pierre Lenoir.

Après lecture du rapport moral, M. Charles Laurent, secrétaire général de la Fédération des fonctionnaires, résuma les démarches faites par la Fédération pour obtenir le relèvement des traitements.

M. Ferdinand Buisson, qui fut délégué par la Fédération au récent congrès de l'enseignement tenu à Milwaukee (États-Unis), vint exposer les résultats de sa mission. Il fut décidé de créer un accord international en vue de fixer les bases d'une éducation générale de la jeunesse conforme aux principes de la Société des Nations. L'assemblée demanda d'entendre ce principe à toutes les nations, sans exception.

M. Ferdinand Buisson, qui fut délégué par la Fédération au récent congrès de l'enseignement tenu à Milwaukee (États-Unis), vint exposer les résultats de sa mission. Il fut décidé de créer un accord international en vue de fixer les bases d'une éducation générale de la jeunesse conforme aux principes de la Société des Nations. L'assemblée demanda d'entendre ce principe à toutes les nations, sans exception.

Après-midi, on entendit de nombreux orateurs. Diverses propositions de la commission permanente furent adoptées, notamment en ce qui concerne les traitements, l'indemnité de résidence et de logement.

La question de collaboration entre le personnel et l'administration amena une vive discussion. En définitive, on adopta le principe de la participation du personnel à la direction.

Le rapport financier de M. Cadalin, trésorier, fut adopté avec félicitations, ainsi que celui de Mme Grimmer, commissaire aux comptes.

Mme Delchambre fit un exposé documenté sur le sort des instituteurs dans les régions libérées.

Puis, l'heure s'avancant, l'assemblée, éclaircie, vota une subvention de 1.000 francs pour les membres frappés de sanctions administratives pour délits d'opinion. Le principe de l'ouverture d'une souscription auprès de tout le personnel fut adopté.

Et cette première journée se termina sur les déclarations d'un délégué du Sénégal, venu protester contre l'inégalité de traitement dont souffrent les instituteurs indigènes.

Aujourd'hui viendra en discussion la transformation de la Fédération en syndicat, avec adhésion à la C. G. T. Tout fait présager que cette décision sera adoptée. La Fédération des fonctionnaires proposera à ce sujet que la Fédération des fonctionnaires soit entièrement unie dans le cadre de la C. G. T., qui serait disposée à l'accepter dans son sein.

Après lecture du rapport moral, M. Charles Laurent, secrétaire général de la Fédération des fonctionnaires, résuma les démarches faites par la Fédération pour obtenir le relèvement des traitements.

M. Ferdinand Buisson, qui fut délégué par la Fédération au récent congrès de l'enseignement tenu à Milwaukee (États-Unis), vint exposer les résultats de sa mission. Il fut décidé de créer un accord international en vue de fixer les bases d'une éducation générale de la jeunesse conforme aux principes de la Société des Nations. L'assemblée demanda d'entendre ce principe à toutes les nations, sans exception.

M. Ferdinand Buisson, qui fut délégué par la Fédération au récent congrès de l'enseignement tenu à Milwaukee (États-Unis), vint exposer les résultats de sa mission. Il fut décidé de créer un accord international en vue de fixer les bases d'une éducation générale de la jeunesse conforme aux principes de la Société des Nations. L'assemblée demanda d'entendre ce principe à toutes les nations, sans exception.

Après-midi, on entendit de nombreux orateurs. Diverses propositions de la commission permanente furent adoptées, notamment en ce qui concerne les traitements, l'indemnité de résidence et de logement.

La question de collaboration entre le personnel et l'administration amena une vive discussion. En définitive, on adopta le principe de la participation du personnel à la direction.

Le rapport financier de M. Cadalin, trésorier, fut adopté avec félicitations, ainsi que celui de Mme Grimmer, commissaire aux comptes.

Mme Delchambre fit un exposé documenté sur le sort des instituteurs dans les régions libérées.

Puis, l'heure s'avancant, l'assemblée, éclaircie, vota une subvention de 1.000 francs pour les membres frappés de sanctions administratives pour délits d'opinion. Le principe de l'ouverture d'une souscription auprès de tout le personnel fut adopté.

Et cette première journée se termina sur les déclarations d'un délégué du Sénégal, venu protester contre l'inégalité de traitement dont souffrent les instituteurs indigènes.

Aujourd'hui viendra en discussion la transformation de la Fédération en syndicat, avec adhésion à la C. G. T. Tout fait présager que cette décision sera adoptée. La Fédération des fonctionnaires proposera à ce sujet que la Fédération des fonctionnaires soit entièrement unie dans le cadre de la C. G. T., qui serait disposée à l'accepter dans son sein.

LA FRANCE QUI VA REVIVRE

L'ALSACE
SES RESSOURCES
ET SES BESOINS

Cette province, dont on a pu dire qu'elle était la plus riche du monde, a besoin, comme les autres et plus que les autres, de l'outillage qui la mettra pleinement en valeur.

La victoire du droit se double pour nous, si nous savons l'exploiter, d'une victoire économique.

[DE NOTRE ENVOYÉ SPÉCIAL]

22 septembre. — Les ressources de l'Alsace sont immenses. Ses besoins ne le sont pas moins.

Ses ressources sont immenses. Certes, n'est pas à cause d'elles que nous avons vu vendus nos provinces perdues. Le seul nous guidait, et non pas l'intérêt, il se trouve qu'en revenant à nous nous nous ramènerons une richesse insoupçonnée. Et ce n'est que justice.

Passons rapidement en revue leurs richesses. Ne citons que pour mémoire la plaine d'Alsace, avec ses céréales, ses houillères, vignes qui montent aux flancs des collines vosgiennes qui la bordent. Négligeons les trois de Fœchberg et même les collines de la Sarre. Il reste toute la haute vallée du Rhin, avec ses filatures, ses tissages, ses tissages de potasse. Il reste Strasbourg et son port. Il reste enfin le Rhin lui-même.

La Haute-Alsace, Colmar, Mulhouse, pays du textile par excellence, avec ses ateliers merveilleusement aménagés, en 1913, l'Alsace possédait — pour le textile — 1.497.937 broches dans ses filatures et 43.875 métiers dans ses tissages. Cela représentait respectivement 27 millions de broches et 30 millions de métiers employés dans la France entière. Le tiers, peu s'en faut, de tout l'outillage français.

Et, pour la laine, la proportion n'est guère moindre : 699.100 broches, dans les filatures, 10.005 métiers dans les tissages. Soit 23 et 22 2/3 par rapport au reste du pays. Ici encore, plus du quart.

Elle est encore, pour la qualité, d'une qualité qui compte. Et sans parler des vieilles usines de tissage, impression, tissage, qui ont fait de l'Alsace un pays d'industrie, et dont l'industrie est d'œuvre dans le Musée industriel de la ville de Colmar. A elle seule, l'Alsace possède plus de 100 usines à imprimer que tout le reste de la France : 160 environ, contre 130 seulement.

L'Allemagne commence à restituer

L'Allemagne les avait volées, avec bien d'autres choses encore. Elle les restitue, déjà, 50 à 60 0/0 des usines de lavage, retrouvées leur activité d'avant-guerre.

Tout cela nous revient, mais, en un seul coup, cela n'aurait jamais cessé de nous appartenir. Car le textile de la Haute-Alsace était toujours resté entre des mains allemandes, et donc françaises. Ainsi que l'industrie, nous aurons un véritable orgueil. M. Marcel Mœder, secrétaire général de la Chambre de commerce de Mulhouse, M. Thomas, secrétaire du syndicat industriel, en aurait peine à découvrir 240/0 capitaux allemands dans les entreprises de la région. Plus encore que Strasbourg, grand centre de passage ou, forcément, population est plus mêlée, Mulhouse est environnée de restes français. On ne trouve pas plus de 10.000 allemands dans la ville sur un total de 105.000 habitants ; en dehors d'elle, autant d'allemands.

Et voici qu'à cette première richesse s'en ajoute une autre, infiniment plus précieuse. C'est l'immense gisement de la région de Heinsbrunn, près de Mulhouse, juste à l'ouest de Colmar. Il contient plus de 300 millions de tonnes de potasse pure évaluées, en 1912, à 50 milliards de marks — au prix du mark d'alors, soit de 60 milliards de francs.

Malheureusement, les capitaux allemands se sont montrés plus timides, les capitaux allemands plus avides. Sur ces six concessions accordées en dix-huit ans, seulement, les meilleures, appartenant à des sociétés françaises, les soixante-dix-huit autres des firmes allemandes. A la faveur de la victoire, le transfert de propriété est vain de se opérer.

Carrefour des nations

Strasbourg ne le cède en rien à Mulhouse. Il occupe une situation incomparable. Il est proprement le carrefour des nations. Il rejoint la mer du Nord à la Méditerranée, la Manche aux bassins du Neckar, du Danube dans l'Europe centrale. Par le Rhin, il commande presque tout l'Europe continentale.

De là l'impérieuse nécessité pour lui de construire un port et d'aménager le fleuve. En dépit de toutes les entraves apportées par l'empire allemand, malgré les forces qu'avaient engagées contre Mannheim, Karlsruhe, et, juste face à Kehl, il était parvenu à avoir en 1913, trafic fluvial de près de 2 millions de tonnes — 1.989.000 exactement.

Il comptait 740.000 tonnes expédiées ou reçues par le réseau de canaux dont Strasbourg est le centre. Il se plaçait alors quatrième rang des ports français.

C'était beaucoup. C'est peu, beaucoup trop pour lui, l'Alsace, si riche, si pauvre, les ressources, les besoins.

Il faut aménager le Rhin. Il faut l'avis des ingénieurs, établir un canal de dérivation, où la navigation soit possible toute l'année, sans reculer les écluses du fleuve. Avantage plus précieux encore : ce canal serait à nous, et rien de nous, sans partage d'influence avec l'Allemagne dont nous ne connaissons que trop la mauvaise foi.

Il faut lui demander la force motrice. De Strasbourg à Bâle, nous avons à exploiter une source d'énergie capable de produire, à raison d'une utilisation de dix mille six cents heures seulement par an.

ÉTABLISSEMENTS

JANIAUD JNE

61, Rue Rochefort, PARIS

MAISON DE CONFIANCE fondée en 1850

Les plus vastes Halls de MOBILIERS

DES PLUS RICHES AUX PLUS SIMPLÉS

Grand choix de meubles anciens et modernes

IMMENSE STOCK de Chambres, Salons, Manger, Salons,

